



Effet des investissements directs étrangers sur la consommation des ménages : une analyse sur les pays de l'UEMOA

Mamadou KONE

*Université Félix Houphouët-Boigny- Abidjan-Cocody
Côte d'Ivoire*

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](#) license.



Abstract: Foreign direct investment (FDI) has a positive effect on household consumption and is a source of economic growth. The objective of this article is to offer elements to verify this assertion. In other words, it aims to determine the impact of foreign direct investment on the level of consumption and living conditions of populations.

The study focuses on a sample composed of the 8 WAEMU countries between 2000 and 2020. Empirical verification through the DOLS (Dynamic Least Squares) estimator shows results that support that the increase in foreign direct investment has a positive impact and significant on final household consumption in the WAEMU zone. However, inflation remains a limiting factor for the level of household consumption.

This result can contribute to encouraging the economic policy choices and decisions of the WAEMU Commission in terms of FDI and economic stabilization.

Keywords: Foreign direct investment, household consumption, well-being.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.8156907>

INTRODUCTION

Pour les pays en développement, de façon générale, l'investissement direct étranger (IDE) est devenu une source de plus en plus importante de développement économique et de modernisation, de croissance des revenus et d'emplois. Ils ont libéralisé leurs régimes applicables à l'IDE et mis en œuvre d'autres mesures pour attirer l'investissement. Ils cherchent

à déterminer, avec plus ou moins de réussite, la façon dont les politiques nationales peuvent le mieux contribuer à tirer le meilleur parti d'une présence étrangère dans l'économie locale. Ajayi (2006) examine l'effet global de l'IDE sur la croissance macro-économique et d'autres facteurs propres à accroître le bien-être, ainsi que les mécanismes par lesquels ces avantages se manifestent.

Selon l'OCDE (2002), on connaît bien les avantages que l'on peut attendre des IDE dans les économies des pays en développement. Une large majorité d'études montrent que, avec des politiques adéquates dans les pays d'accueil, et un niveau minimum de développement, l'IDE a des retombées technologiques, contribue à la formation de capital humain, facilite l'intégration aux échanges internationaux, favorise la création d'un climat plus compétitif pour les entreprises et améliore le développement des entreprises. Tous ces facteurs contribuent à l'accélération de la croissance économique, instrument le plus puissant pour lutter contre la pauvreté dans les pays en développement

La plupart de pays africains ont instauré des politiques assorties d'incitations avantageuses pour attirer le flux d'IDE selon (CNUCED 2005). La justification économique de ces incitations pour cette institution vient de l'idée que les investissements étrangers produisent des effets positifs sous forme de transferts technologiques et autres. Le transfert des technologies peut avoir des retombées importantes sur l'ensemble de l'économie.

Pour Sun (2002), l'IDE n'est pas sans effets négatifs, il est susceptible de produire des effets indésirables. Dans la majorité des cas, les effets négatifs sont inévitables: ils résultent de distorsions et d'insuffisances de l'économie nationale, qui peuvent être remédiés par des politiques adéquates et une structure réglementaire solide. Il cite l'effet d'éviction financière de l'IDE, la problématique de la balance des paiements et de l'économie enclavée créée par l'IDE.

Au regard des impacts globalement positifs des IDE sur les performances macroéconomiques des pays d'accueil (Bolstrom, Lipsey et Zejan, 1994; Yabi, 2004), il devient avantageux pour les PED d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies visant à accroître leur attractivité. Cependant, dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les flux d'IDE demeurent faibles, malgré les politiques de promotion des investissements mises en œuvre depuis le début des années 1990.

Les investissements directs étrangers dans la zone UEMOA ont-ils un effet positif sur les conditions de vie des populations? Ont-ils un impact positif et significatif sur le niveau de consommation des ménages?

L'objectif général est d'analyser les liens entre l'IDE et la consommation finale des ménages dans l'UEMOA.

La prochaine section s'intéresse à la revue de littérature sur la relation entre IDE, croissance économique et consommation des ménages, la deuxième section est le cadre de présentation de la méthodologie, d'exposition et d'analyse des résultats avant la conclusion.

1-REVUE DE LITTERATURE

Pour Ajayi (2006), les pays en voie de développement, surtout en Afrique, considèrent depuis peu le rôle de l'investissement direct étranger (dénommé IDE ci-après) comme essentiel à leur

développement. L'IDE fait figure de moteur de croissance car il fournit les capitaux, dont ces pays ont grandement besoin, nécessaires à l'investissement et augmente la concurrence dans les industries des pays hôtes tout en améliorant la productivité des entreprises locales en adoptant des technologies plus efficaces ou en investissant dans des capitaux humains et/ou physiques. L'investissement direct étranger contribue de manière considérable à la croissance car il est plus stable que les autres formes de flux de capitaux. L'IDE comprend de nombreux avantages; il sert notamment de source de capital, crée des emplois, permet l'accès aux marchés étrangers et ses retombées sur les entreprises locales sont positives en termes de technologie et d'efficacité. Étant donné qu'il permet l'accès aux marchés étrangers, le transfert de technologies et crée généralement des compétences dans les entreprises des pays hôtes, l'IDE ne peut qu'améliorer l'intégration de ces derniers dans l'économie mondiale tout en favorisant la croissance. L'IDE est considéré comme moteur clé de la croissance économique et du développement. L'IDE stimule non seulement la formation de capital, mais améliore la qualité du capital national.

Selon BAD (2015), l'impact de l'IDE sur le développement humain peut être analysé sous au moins deux angles. Au plan social, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être sont les priorités des gouvernements des pays en développement. L'investissement étranger peut contribuer à l'atteinte de ces objectifs car les investissements permettent de créer des emplois, de développer les compétences locales et de stimuler le progrès technologique. Au plan économique, les dernières études sur la croissance endogène suggèrent que le capital humain peut être le moteur principal d'une croissance auto-entretenu du PIB par habitant. Or, le développement humain est l'un des principaux facteurs qui contribuent au capital humain. L'évaluation de la manière dont l'IDE influe sur le développement humain revêt donc une importance majeure.

L'IDE peut influencer sur le bien-être par des voies directes et indirecte selon Sumner (2005). On entend par voie directe les répercussions sur le secteur privé (liens vers l'amont et vers l'aval). Un effet d'entraînement peut se produire si l'IDE a des retombées verticales positives sur les fournisseurs locaux (liens vers l'amont) et les sources d'approvisionnement et entreprises locales (liens vers l'aval). L'IDE peut également avoir des retombées horizontales positives en favorisant et en encourageant la concurrence, ainsi que la mise en œuvre de nouvelles technologies. Outre ces répercussions positives sur les entreprises locales, l'IDE peut avoir un impact direct sur le bien-être en créant des emplois pour les personnes nouvellement arrivées sur le marché du travail. Pour que cette voie soit efficace, le nombre d'emplois créés doit être supérieur au nombre d'emplois perdus du fait des activités découlant de l'IDE (licenciements suite à des fusions et des acquisitions, fermeture d'entreprises locales, etc.). C'est donc dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et favorables aux pauvres, tels l'agriculture, que l'IDE est susceptible d'avoir le plus fort impact sur le bien-être.

En outre, s'il y a une pléthore de travaux sur l'impact de l'IDE sur la croissance économique, plus rares sont les études qui s'intéressent à l'impact de l'IDE sur le bien-être. Dans l'ensemble, la plupart des études partent du principe qu'il existe une corrélation positive et parfaite entre la croissance économique et le bien-être et prennent donc la croissance du PIB comme une indication indirecte du bien-être. Or, cette hypothèse vient d'être remise en question et les données de plusieurs sources attestent désormais le fait que le PIB puisse croître alors même que la pauvreté augmente.

Pour combler cette lacune, quelques études ont analysé le lien direct entre IDE et bien-être. Parmi les quelques auteurs qui utilisent l'IDH comme un indicateur de mesure du bien-être,

Sharma et Gani (2004) ont conclu que l'IDE a eu un impact positif sur l>IDH des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire entre 1975 et 1999. En prenant les entrées nettes d'IDE par habitant et l>IDH du PNUD comme variables principales, Gohou et Soumaré (2012) ont trouvé un lien positif entre les entrées nettes d'IDE et le bien-être en Afrique, malgré des différences importantes entre sous régions. Ils ont également conclu que l'IDE a un impact plus important sur le bien-être dans les pays pauvres que dans les pays riches

Tableau n°1: Evolution des investissements directs étrangers (entrées nettes % du PIB) dans quelques pays de l'UEMOA.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
BENIN	2,8786	3,0542	1,3150	1,1149	1,5817	1,3607	1,5162	1,1236
BURKINA -FASO	3,6477	2,5625	1,9599	3,0438	0,0182	1,6892	1,0073	0,8284
COTE D'IVOIRE	0,9532	0,8995	1,0791	1,2048	1,8900	1,0693	1,4501	0,8289
MALI	2,3247	1,0026	2,1016	2,5398	3,6403	2,7360	4,1703	1,7641
SENEGAL	1,6458	2,0361	2,3019	2,4811	2,8018	3,6676	4,5716	6,0075
TOGO	4,2483	1,1808	6,1676	-0,7677	1,3847	-2,5445	4,7878	8,4424

Source: world development indicators 2022

Klein et al. (2001) examinent le lien entre l'IDE et la réduction de la pauvreté et soutiennent que puisque la croissance économique est un facteur essentiel de la réduction de la pauvreté, l'IDE peut être bénéfique aux pauvres s'il stimule la croissance économique. L'IDE peut favoriser la réduction de la pauvreté d'au moins trois façons: par l'appui aux secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, le transfert de technologies et de connaissances et l'affectation des recettes budgétaires générées par la présence d'investisseurs étrangers.

L'afflux des capitaux étrangers contribuera à améliorer le niveau d'investissement dans les pays de l'UEMOA selon Koupko (2005). Outre l'apport des capitaux, selon lui, les IDE permettent la création d'emploi, le transfert de technologies, l'acquisition directe du savoir-faire managérial et organisationnel. Ils permettent enfin d'éviter l'excès d'endettement. En effet, il y a aujourd'hui un consensus pour admettre que les IDE pourraient constituer une solution efficace aux problèmes de financement d'une croissance durable.

Nous émettons pour hypothèse donc que les IDE pourraient stimuler la consommation des ménages et partant la croissance économique. Ils peuvent par ailleurs, améliorer les conditions de vie des populations dans les pays en développement et donc dans les pays de l'UEMOA

La prochaine section permet d'indiquer le cadre d'analyse

2-CADRE D'ANALYSE

Nous partons d'un modèle consommation classique où le revenu est le facteur explicatif essentiel de la consommation pour construire notre modèle économétrique.

$C = f(y)$ avec C la consommation et Y le revenu. Ce modèle est augmenté à l'aide d'autres variables explicatives comme décrit ci-dessous:

$$lcons_{fit} = \alpha lpih_{hit} + \beta ide_{it} + infl_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

où:

$lcons_{fit}$ représente le logarithme de la consommation finale des ménages

$lpih_{hit}$ est le logarithme du produit intérieur brut par habitant

ide_{it} représente l'investissements direct étranger, entrées nettes (% du PIB)

L'IDE équivaut aux entrées nettes d'IDE, soit la somme des fonds propres, des bénéficiaires réinvestis, du capital à long-terme et du capital à court terme, tels qu'ils apparaissent dans la balance des paiements. Nous avons opté pour les entrées nettes d'IDE au lieu des entrées d'IDE totaux ou du total des sorties d'IDE, car nous tenons à rendre compte des effets combinés des flux entrants et sortants d'IDE sur le bien-être

$infl_{it}$ est l'inflation, prix à la consommation (% annuel)

μ_i est l'effet spécifique pays et ε_{it} le terme de l'erreur

i et t représentent respectivement l'indice pays et l'indice temporel

Comme précisé précédemment, la consommation finale des ménages nous sert d'indicateur de bien-être dans notre analyse. Mais selon BAD (2015), les études utilisent plusieurs mesures pour évaluer les progrès d'un pays en matière d'amélioration du bien-être, notamment le PIB par habitant et l'incidence de la pauvreté. Selon cette institution financière, le PIB par habitant ne reflète que les aspects monétaires du bien-être, ce qui est problématique car le développement est un phénomène multidimensionnel et le bien-être ne dépend pas des seuls facteurs monétaires. Il repose aussi sur des facteurs liés à la santé, à l'éducation, etc. En revanche, l'incidence de la pauvreté est une mesure globale du bien-être dans un pays qui permet de comparer tous les aspects des conditions de vie de la population (santé, éducation, accès aux services de base, etc.) par rapport à des seuils minimaux de niveau de vie décent. Toutefois, l'incidence de la pauvreté n'est pas calculée chaque année et les indicateurs ainsi que les seuils sont trop spécifiques aux pays pour permettre l'agrégation des données. Il est donc difficile d'utiliser ces données dans des études empiriques. Il convient de noter que l'incidence de la pauvreté dans le monde est calculée sur la base d'un seuil de pauvreté établi à 1,25 ou 2 dollars américains par jour.

Au vu de ce qui précède, BAD (op. cit) estime qu'on peut choisir l'IDH comme principal indicateur de mesure du bien-être de la population. Défini par le PNUD, l'IDH est un indice qui mesure les niveaux moyens d'un pays dans trois domaines élémentaires du développement humain: la santé, la connaissance et le niveau de vie.

La santé est mesurée par l'espérance de vie à la naissance. La connaissance est exprimée par la conjugaison du taux d'alphabétisation des adultes et des taux bruts combinés de scolarisation dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Le niveau de vie est défini par le revenu

national brut (RNB) par habitant (en parité de pouvoir d'achat du dollar américain) (Voir PNUD (2010) Rapport sur le développement humain.

2.1 Données

Les données mobilisées dans le cadre de cette étude sont toutes issues de la base de données World Development Indicators 2022 de la Banque Mondiale. Ces données existent pour les 8 pays de l'UEMOA sur notre période d'étude qui part de 2000 à 2020.

2.2-Analyse empirique

Dans un premier temps, nous allons vérifier la stationnarité de nos variables à travers les tests Im, K.S., Pesaran, M.H. et Shin, Y. (2003) et de Levin A., Lin, C.F. et Chu, J. (2002). Dans un second temps, nous procéderons aux tests de cointégration de Pedroni (1997) pour voir s'il existe une relation de long terme entre nos variables.

Tableau n°2: Résultats des tests de racines unitaires en panel

variables	IPS			LLC		
	trd/cst	t	p-val	trd/cst	t	p-val
cons_f**	cst	-2.234	0.021	cst&trd	-1.782	0.0443
pib_h**	cst&trd	-2.720	0.039	cst&trd	-7.387	0.0002
ide*	cst	-2.838	0.000	cst	-7.018	0.0001
infl*	cst&trd	-5.412	0.000	cst&trd	-16.699	0.0000

(*) stationnaire à niveau, (**) stationnaire en différence première

Source: estimation de l'auteur

Tableau n°3: Résultats des tests de cointégration de Pedroni

	valeur	Val crit	résultat
stat panel v	.8494	1,6445	Non cointégration
stat panel rho	-2.565	-1,6445	cointégration
stat panel t	-3.659	-1,6445	cointégration
stat panel adf	-4.034	-1,6445	cointégration
stat group rho	-3.373	-1,6445	cointégration
stat group t	-4.84	-1,6445	cointégration
stat group adf	-5.536	-1,6445	cointégration

Source: Calcul de l'auteur

Il existe donc une relation de long terme entre nos variables.

L'existence de séries non stationnaires à niveau ne permet pas l'utilisation des méthodes classiques d'estimation en panel.

Pour estimer des systèmes de variables cointégrées sur données de panel et pour dégager les tests sur les vecteurs de cointégration, il est indispensable d'appliquer une méthode d'estimation efficace. À ce niveau, on distingue plusieurs techniques: la méthode FMOLS (Fully Modified Ordinary Least Squares) utilisée par Pedroni, la méthode DOLS (Dynamic Ordinary Least

Squares) et la méthode GMM (Generalised Method of Moments). Pedroni (1996), Phillips et Hyungsik (2000) et Kao et Chiang (2000) ont montré que, dans le cas des données de panel, les deux premières techniques conduisent à des estimateurs asymptotiquement distribués selon une loi normale centrée réduite. Cependant, Kao et Chiang (2000) affirment que l'estimation par la méthode des MCO, en échantillon fini, présente un problème de biais relativement à la méthode FMOLS. Mais, ils montrent aussi la supériorité de la méthode DOLS par rapport à celle FMOLS et qu'elle est considérée comme étant la technique la plus efficace dans l'estimation des relations de cointégration sur données de panel.

L'estimateur DOLS peut être obtenu en ajoutant des retards dans le modèle initial:

$$Y_{it} = \beta X_{it} + \sum_{j=-r_1}^{r_2} C_{ij} \Delta X_{it-j} + \xi_{it}$$

Nous optons donc pour une estimation des paramètres du modèle avec l'estimateur DOLS.

2.3 Résultats

Tableau n°4: Estimation de la relation de long terme

DOLS Hom. Panel data Coint. Estimation results	Number of obs	=	136
Group variable: pays	Number of groups	=	8
Wald chi2(3) = 669.19	Obs per group: min	=	21
Prob > chi2 = 0.000	avg	=	21
	max	=	21
	R-squared	=	2.8171
	Adj R-squared	=	-13.2271

	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
lpib_h	1.581766	.0718348	22.02	0.000	1.440972	1.722559
ide	.0625393	.0073119	8.55	0.000	.0482083	.0768702
infl	-.0296955	.0062207	-4.77	0.000	-.0418878	-.0175031

Source: estimation de l'auteur

Les résultats de l'estimateur DOLS montrent qu'il est possible de déterminer, pour chaque variable indépendante, un effet de long terme sur la consommation finale des ménages de l'UEMOA. Nous constatons aussi que toutes nos variables sont significatives.

L'augmentation du revenu par tête d'un point entraîne l'augmentation de 1.58 point la consommation finale des ménages.

L'augmentation du taux d'inflation d'un point engendre la diminution de la consommation finale des ménages de 0.02 point.

L'augmentation des investissements directs étrangers d'un point permet d'obtenir 0.06 point d'augmentation de la consommation finale des ménages au sein de l'UEMOA.

Plusieurs études ont montré que les institutions économiques et les mesures associées de la qualité de la gouvernance économique telles que le contrôle de la corruption, l'Etat de droit, la qualité de la réglementation, l'application des contrats et, plus généralement, le climat des investissements et des affaires sont des déterminants cruciaux du développement économique (Acemoglu et al. (2005) et Rodrik et al. (2004)).

Par contre, pour Bost (2002) si l'amélioration de l'environnement des affaires constitue un préalable indispensable (baisse des coûts des facteurs, formation, développement des infrastructures, lutte contre la corruption, etc.), celle-ci n'est plus suffisante pour attirer les investisseurs et développer de nouvelles activités. Collier (2000) soutient que le mauvais environnement des affaires conduit à mauvaise affectation des ressources et coûts de transaction élevés en Afrique.

C'est l'évolution des IDE qui est utilisée pour apprécier l'effet de l'amélioration de l'environnement des affaires sur l'économie.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, on retient que la plupart des pays en développement sont confrontés au problème de financement de leur activité économique avec des ressources intérieures souvent insuffisantes. Les recours aux crédits internationaux étant limités par leur niveau d'endettement, les investissements étrangers directs s'imposent donc comme une meilleure alternative car entraînant des transferts de technologies, un accès plus facile aux marchés internationaux et plus d'emplois.

La littérature économique sur l'impact des IDE sur la consommation des ménages et partant sur la croissance économique offre des résultats variés et quelque fois controversés.

Le niveau de développement des pays de la zone UEMOA exige des investissements étrangers continus et importants pour stimuler l'économie et faire reculer la pauvreté.

Compte tenu de tous ces éléments, nous concluons à un lien positif important entre l'IDE et consommation des ménages et partant l'amélioration du bien-être des populations dans l'ensemble des pays de l'UEMOA.

En guise de recommandations, les pays de l'UEMOA gagneraient à poursuivre les réformes pour améliorer le climat des affaires dans un cadre régional, en vue d'accroître les IDE et poursuivre les politiques de stabilisation macroéconomique car l'inflation touchent plus durement les populations les plus défavorisées. C'est la condition pour créer un environnement favorable à la croissance économique et à la consommation et au niveau de vie des ménages.

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D, Johnson S & Robinson J.A (2005), « *Institutions as a fundamental cause of long-run growth* », in Philippe Aghion, and Steven N. Durlauf (ed.), *Handbook of economic growth*, Elsevier, p 385-472.

Adam, A. M. & Tweneboah, G. (2009). « Foreign Direct Investment and Stock Market Development: Ghana's Evidence ». *International Research Journal of Finance and Economics*, 26, p178-185.

Ajayi, S. I (2006), « l'IDE et le développement économique en Afrique ».

Document à présenter lors du Congrès International ADB/AERC sur l'Accélération du Développement de l'Afrique les cinq premières années du 21ème siècle, Tunis, Tunisie, du 22 au 24 novembre 2006, 33p

Alfaro, L., Chanda, A., Kalemli-Ozcan, S. & Sayek, S. (2010). « Does Foreign Direct Investment Promote Growth? Exploring the Role of Financial Markets on Linkages », *Journal of Development Economics*, 91 (2), p242-256.

Apergis, N., Lyroudia, K. & Vamvakidis, A. (2008), « The Relationship Between Foreign Direct Investment and Economic Growth: Evidence from Transitional Countries ». *Transition Studies Review*, 15 (1), p37-51.

BAD (2015) « L'investissement direct étranger améliore-t-il le bien-être des populations dans les pays d'Afrique du Nord? » *Document de Travail Séries sur les notes de politiques en Afrique du Nord* 48p

Blostrom, M., Lipsey R. E & Zejan, M (1994), « Host Country Competition and Technology Transfer by Multinationals », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 130, p521-533

Bost, F. (2002), « Entreprises et intégration régionale en Afrique de l'Ouest : quelles perspectives ? », dans pour une meilleure approche régionale du développement en Afrique de l'ouest, actes de la réunion spéciale du club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest Accra (Ghana), 20-21 mai 2002. 156 p

Chowdhury, A. & Mavrotas, G. (2006). « FDI and Growth: What Causes What? » *The World Economy*, 29 (1), p9-19.

CNUCED (2005), *World Investment Report 2005*, 366 p

Collier, P. (2000) « *Africa's Comparative Advantage (2000)* », in Hossein Jalilian, Michael Tribe, and John Weiss, eds., *Industrial Development and Policy in Africa*, Cheltenham, UK: Edward Elgar, p 865–934.

El-Wassal, K. A. (2012). « Foreign Direct Investment and Economic Growth in Arab Countries (1970-2008): An Inquiry into Determinants of Growth Benefits », *Journal of Economic Development*, 37 (4), p79-100.

Gohou, G. & Soumaré, I. (2012). « Does Foreign Direct Investment Reduce Poverty in Africa and Are There Regional Differences? » *World Development*, 40 (1), p75–95.

Hansen, H. & Rand, J. (2006). « On the Causal Links Between FDI and Growth in Developing Countries. » *The World Economy*, 29 (1), p21-41.

Hermes, N. & Lensink, R. (2003). « Foreign Direct Investment, Financial Development and Economic Growth ». *Journal of Development Studies*, 40 (1), p142-163.

Im, K.S., Pesaran, M.H. & Shin, Y. (2003). « Testing for Unit Roots in Heterogeneous Panels ». *Journal of Econometrics*, 115 (1), p53-74.

Jensen, N.M. & Rosas, G. (2007), « Foreign Direct Investment and Income Inequality in Mexico, 1990-2000 », *International Organization*, 61(3), p467-487.

Kao, C. & Chiang, M. H. (2000), « On the estimation and inference of a cointegrated regression in panel data », *Advances in Econometrics*, 15, edited by B. Baltagi et C. Kao, p179-222.

- Kholdy, S. & Sohrabian, A. (2005). « Financial Markets, FDI, and Economic Growth: Granger Causality Tests in Panel Data Model ». *Document de travail*, California State Polytechnic University. 32p
- Kholdy, S. & Sohrabian, A. (2008), « Foreign Direct Investment, Financial Markets and Political Corruption », *Journal of Economic Studies*, 35 (6), p486-500.
- Klein, M., Aaron, C.& Hadjimichael, B. (2001). « Foreign Direct Investment and Poverty Reduction, Banque mondiale », *Document de travail consacré à la recherche sur les politiques*, N° 2613, 50p
- Koukpo, M. T (2005), « Déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA ». *Institut Africain de Développement économique et de planification*(IDEP) NATIONS UNIES, 31 p
- Levin, A., Lin, C.F. & Chu, C.S.J. (2002). « Unit Root Test in Panel Data: Asymptotic and Finite Sample Properties », *Journal of Econometrics*, 108, p1-24.
- OCDE (2002), *L'investissement direct étranger au service du développement: synthèse*, LES ÉDITIONS DE L'OCDE Paris, 40p
- Pedroni, P., (1996), Fully Modified OLS for Heterogeneous Cointegrated Panels and the Case of Purchasing Power Parity, Indiana University, *Working Papers in Economics* n° 96-020.
- Pedroni, P. (1997), « Panel cointegration, asymptotic and finite sample properties of pooled time series tests with an application to the PPP hypothesis: new results », *Working Paper in Economics*, Indiana University, 95-013
- Pedroni, P. (2000), « Fully-Modified OLS for Heterogeneous Cointegrated Panels » *Advances in Econometrics*, 15, p93-130.
- Phillips, P & Hyungsik, M. (2000), « Non stationary panel data analysis: an overview of some recent developments », *Econometric Reviews*, 19 (3), p263-286.
- Rodrik, D., Subramanian, A & Trebbi F (2004), « Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development », *Journal of Economic Growth*, 9, p 131-165.
- Sharma, B. & Gani, A. (2004). « The Effects of Foreign Direct Investment on Human Development ». *Global Economy Journal*, 4 (2), article 9. p1-18
- Sumner, A. (2005). « Is Foreign Direct Investment Good for the Poor? A Review and Stocktake ». *Development in Practice*, 15 (3/4), p269-285.
- Sun, X, (2002), « Foreign Direct Investment and Economic Development What Do States Need to Do? » Paper prepared for the Capacity Development Workshops and Global Forum on Reinventing Government on Globalization, Role of the State and Enabling Environment, Marrakech, Morocco, 10-13 décembre 2002, 22p
- Westerlund, J. (2007), « Testing for Error Correction in Panel Data », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 69, p709-748.
- Yabi, O. G. (2004), « Les investissements directs étrangers sont-ils réellement un moteur de la croissance dans les pays en développement? Les résultats mitigés d'une analyse empirique », *Revue Canadienne d'Etudes du Développement*, volume 25, N°2 p275-291

